

UN DEMI-MILLION D'ERREURS RECENSÉ SUR UNE ANALYSE TOUCHANT TROIS DISCIPLINES SCOLAIRES

Les chiffres alarmants du ministère de l'Éducation

Le ministère de l'Éducation nationale a rendu hier public les résultats de l'enquête sur les principaux types d'erreurs scolaires. Le projet qui a concerné 9 wilayas pilotes et a ciblé les copies d'examens des élèves de la 5^e année primaire et de la 4^e année moyenne révèle des chiffres alarmants. Près d'un demi-million d'erreurs récurrentes ont été identifiées sur un échantillon de copies d'examens dans les matières en langue arabe, en langue française et en mathématiques. Un élève commet entre 6 à 8 erreurs dans les langues arabe et française et jusqu'à 12 erreurs en mathématiques.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La démarche est une première du genre. Le ministère de l'Éducation nationale a mobilisé une armada d'experts universitaires et inspecteurs pédagogiques pendant une année pour identifier quels sont les principaux types d'erreurs que commettent les élèves.

Cette armée de spécialistes a expertisé des copies d'examens des élèves des classes de la cinquième année primaire et du brevet. Ces experts ont analysé les copies de trois matières fondamentales considérées comme étant des matières à échec, à savoir, la langue arabe, (255 000 copies), la langue française, (plus de 125 000 copies), et les mathématiques (plus 270 000 copies).

Farid Benramdan, conseiller pédagogique au ministère de l'Éducation nationale a révélé hier les résultats de ce travail lors de son passage à la Radio natio-

nale Chaîne 3. Le département de BENGHABRIT a recensé 464 000 erreurs répétitives commises par les élèves de ces deux cycles dont 240 erreurs sont commises en langue arabe. En moyenne, un élève commet entre 6 à 8 erreurs en langue arabe et en français et jusqu'à 12 erreurs en mathématiques. «Nous avons fait un travail de diagnostic très méticuleux, encadré par des universitaires et des inspecteurs pour dégager et catégoriser les types d'erreurs dominants sur les copies des élèves, mais certaines erreurs relèvent du processus même de l'enseignement», a souligné M. Benramdan.

Selon ce pédagogue, les matières scientifiques enregistrent les moyennes les plus basses contrairement aux matières littéraires où la moyenne nationale varie entre 12 et 14/20.

En 2012, illustre-t-il, la moyenne natio-



Benghabrit propose la remédiation pédagogique pour diminuer l'échec scolaire.

nale en mathématiques au brevet était de 8,99/20 et en 2016, elle est de 8,40 sur 20. En 2012, en langue française, la moyenne nationale était de 8,43 sur 20 et en 2016, la moyenne est de 6,87 sur 20. «Quand il n'y pas une maîtrise des langages fondamentaux, on ne peut pas aller loin», estime l'invité de la rédaction.

Ce dernier a rappelé que le taux de réussite est de 66% au BEM et de 96% en 5^e année primaire. Cependant, dit-il, lorsque 96 % des élèves de la cinquième année primaire passent au moyen le taux de redoublement en première année moyenne est de 25%. Soit, sur les 96 élèves sur 100 qui passent au moyen, il y a 25% qui échouent en première année moyenne.

Sur les 66% d'élèves qui obtiennent le BEM, 15% repassent la première année secondaire.

Cela veut dire, poursuit M. Benramdan, que 76% de ces élèves ont une moyenne inférieure à 10 dans les trois examens nationaux en mathématiques. Ainsi, 25% des élèves seulement obtiennent une moyenne de 10 en langue arabe et 16% en français.

Pour diminuer de l'échec scolaire et de l'abandon, la ministre de l'Éducation nationale propose une nouvelle démarche qui est la remédiation pédagogique. «La remédiation va remplacer le système actuel des sanctions pour améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, à travers la remédiation, l'enseignant va donner une réponse pédagogique à l'erreur de l'élève à la place de la sanction», a expliqué l'invité de la Radio.

S. A.

BENGHABRIT À PARTIR DE BLIDA :

«Il ne faut pas prendre l'élève en otage»

Présente pour donner le coup d'envoi à la journée d'études sur la remédiation pédagogique qui a eu lieu hier à Blida, la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, est revenue, en marge du séminaire, sur la dernière grève de deux jours des enseignants, rappelant que le dialogue avec les différents partenaires sociaux et autres syndicats de l'éducation reste toujours ouvert.

Ce qu'elle avance, dit-elle, est loin d'être un langage démagogique puisque, précisera-t-elle, elle a organisé trois rencontres avec ces partenaires dont le dernier en date remonte au 15 du mois en cours. Ainsi, elle informa que des ateliers ont été tenus pour mettre en exergue l'état des lieux sur le sujet de la retraite anticipée, au terme desquels, précisera-t-elle, des résultats primaires concernant l'explication du motif ayant poussé les enseignants à vouloir partir à la retraite avant l'âge légal ont été débattus. Toutefois, elle mentionnera que les syndicalistes revendiquaient une rencontre directe avec le ministre du Travail et de l'Emploi au moment où, rappellerait-elle, les directeurs généraux de la CNR et de la Sécurité sociale étaient présents à ces ateliers.

«Nous avons demandé à chaque secteur présent de mettre en relief les consé-

quences qui s'en dégagent, le cas échéant où la retraite anticipée reste maintenue», dira la ministre de l'Éducation nationale.

A ce titre, elle prendra l'exemple de l'enseignant du primaire qui a cumulé une longue expérience dans l'éducation. Pour elle, celui-ci peut rester dans le secteur aux fins d'accompagner les nouveaux instituteurs. En d'autres termes, il sera leur tuteur sans être obligé de rester dans les classes, ajoutera-t-elle.

Et de conclure que ce tutorat sera comptabilisé à l'enseignant expérimenté. Et c'est la raison pour laquelle elle a affiché son mécontentement vis-à-vis de la dernière grève des enseignants, qui, pour elle, perturbe le secteur de l'éducation.

«Il ne faut pas prendre l'élève en otage», tonnera la ministre. Car pour elle, c'est l'élève qui est le perdant dans cette situation alors que son département s'attelle, insistera-t-elle, à aller vers

un enseignement de qualité. Quant à la question relative aux recours des parents à inscrire leurs enfants aux cours particuliers, la ministre déclarera qu'elle a toujours dit que c'est en améliorant la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage au niveau de l'école que les conséquences sur la recherche des cours privés en dehors des établissements scolaires étatiques pourraient diminuer.

Notons enfin que l'objectif de

cette journée d'études est de lutter contre la déperdition et le redoublement par la mise en place d'une stratégie pour remédier aux erreurs récurrentes émises par les élèves notamment ceux de la 5^e année primaire et du collège où il a été relevé 500 000 erreurs sur les 65 000 copies d'examens corrigées, d'où l'intérêt d'élaborer une stratégie à même d'éviter dans le futur ces erreurs aux élèves.

M. B.

ORGANISATION NATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA RICHESSE INTELLECTUELLE

Plus de 246 inventions algériennes recensées

L'Organisation nationale pour la protection de la richesse intellectuelle (Inapri) a recensé à ce jour plus de 246 inventions sur le territoire national qui sont d'ailleurs exposées sur son site.

Naoual Boukir - Alger (Le Soir) - Les domaines dont il est question sont très variés, allant de l'éducation à l'agriculture et autres disciplines. Le président de l'Inapri, Abdelatif Benoumhani, a assuré lors du forum du quotidien *El Moudjahid* que la campagne de recensement des inventions algériennes lancée depuis plus d'un an avec le ministère de l'Industrie et des Mines est tou-

jours à l'ordre du jour. Parmi ces 246 projets créatifs, A. Benoumhani juge que 150 d'entre eux «ont le potentiel de relever l'économie algérienne et de lui donner l'élan dont elle a besoin». La valorisation de ces innovations par leur référencement vise également à protéger leurs concepteurs et à les mettre parallèlement en relation avec le réseau adéquat à leur épanouissement.

Effectivement, minimiser le phénomène de la fuite des cerveaux est également un autre objectif que l'Organisation s'est fixé à travers ce type d'actions puisque plus de 200 000 inventeurs algériens activent aujourd'hui à l'étranger et au profit du développement

d'autres économies. «C'est toute cette matière grise ayant quitté le pays qui constitue réellement la plus grosse perte pour l'Algérie.» Dans ce sens, le président de l'Inapri dit que son organisation dispose de bureaux représentants aux États-Unis, Qatar, Canada, entre autres, pour rétablir le lien entre ces cerveaux et leur patrie et que «le feed-back est plutôt positif».

Toutefois, en l'absence d'un environnement national, juridique notamment, propice à l'affirmation et à l'épanouissement des œuvres de l'esprit, ce lien restera tout de même fragile et difficile à renouer.

N. B.